

## Chapitre 11

### QCM

#### Réponse unique

- 1. c.** La mise en place d'une politique économique conjoncturelle.
- 2. a.** Salaires et chômage.
- 3. b.** Wagner.
- 4. b.** Un transfert de compétences de l'État aux collectivités territoriales.
- 5. c.** Proportionnel.

#### Plusieurs réponses possibles

- 6. a. et b.** Les défaillances du marché. La présence d'effet externe.
- 7. b. et c.** Corriger les inégalités issues de la répartition des revenus primaires. Réduire les écarts de revenus interdécales.
- 8. a. et b.** Du Parlement européen. De la Commission européenne.
- 9. b et c.** Souligne qu'il est difficile de réduire l'intervention financière du rôle de l'État. Peut expliquer en partie l'augmentation constante des dépenses de l'État.
- 10. a. et c.** De la fonction d'allocation. De l'amélioration de l'efficacité de l'action de l'État.

#### Réponse à justifier

**11. a et c.** Leur expertise sectorielle permet de réduire les asymétries d'informations. Elles sont justifiées dans le cadre de la théorie de la capture.

→ Les AAI sont indispensables afin de réguler les marchés très techniques où la présence d'asymétries est forte ce qui entraîne des surcoûts et un équilibre concurrentiel non optimal.

**12. b. et c.** Elles permettent la mise en place de la politique de redistribution. Elles permettent de prendre en charge le risque vieillesse.

→ La sécurité sociale est à l'origine de la mise en place des États providence dont la principale fonction est de couvrir les risques sociaux et économiques. En ce sens elles permettent d'assurer la politique de redistribution.

**13. a. et c.** Le budget de l'État traduit la capacité du gouvernement à mettre en place sa politique économique. Le budget de l'État se décline en missions qui correspondent aux politiques publiques.

→ Au terme de la Constitution, le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation. À ce titre le budget est le principal outil pour permettre au gouvernement de mettre en œuvre sa politique économique. Depuis la réforme de la LOLF, les missions traduisent l'action budgétaire du gouvernement.

**14. b. et c.** L'effet boule de neige survient lorsque l'endettement s'accumule de manière exponentielle. L'effet boule de neige s'explique par un taux d'intérêt supérieur au taux de croissance.

→ L'effet boule de neige souligne un dérapage de l'endettement et son insoutenabilité financière. La charge de la dette (intérêt) s'accumule sans que la croissance du fait de son insuffisance permette d'absorber l'augmentation de la dette.

**15. a. et c.** Il traduit l'accumulation des déficits sur une longue période. Il correspond à l'accumulation des emprunts de l'État.

→ Cet indicateur permet de mesurer le niveau de l'endettement d'un État en comparaison de son PIB. L'endettement traduit la somme accumulée des déficits annuels successifs.

## EXERCICES

### EXERCICE 1 — LA PROGRESSIVITÉ DES IMPÔTS

#### 1. Interprétez les données du graphique.

Il s'agit d'un graphique issu d'un ouvrage rédigé par trois économistes mettant en avant la faiblesse de la progressivité de l'impôt.

En ordonné, figure le taux d'imposition de l'ensemble des foyers fiscaux.

En abscisses, les foyers fiscaux sont répartis par déciles (0-10, 10-20...) et percentiles (96-97, 97-98...).

Lecture pour le 1<sup>er</sup> décile (0-10) : le taux d'imposition du 1<sup>er</sup> décile est de 40 %.

#### 2. Comment sont classées les différentes catégories de la population ?

Si les foyers fiscaux sont répartis par décile et percentiles, les auteurs font ressortir quatre catégories :

- Les classes populaires représentent 50 % des foyers fiscaux ;
- Les classes moyennes 40 % ;
- Les classes aisées 10 % ;
- Et à l'intérieur des classes aisées les très aisés représentent 1 %.

#### 3. Quelles sont les différentes catégories de prélèvements obligatoires ?

# CORRIGÉ

Les prélèvements obligatoires sont composés des impôts sur le revenu, sur le capital, la consommation et les cotisations sociales.

Si le taux d'imposition global du 1<sup>er</sup> décile est de 40 %, la structure des prélèvements obligatoires est composée par :

- Impôt sur le revenu : 3 % ;
- Impôt sur le capital : 1 % ;
- Impôt sur la consommation : 14 % ;
- Cotisations sociales : 22 %.

#### 4. Quels enseignements peut-on tirer de l'équité des prélèvements obligatoires au regard de ce graphique ?

Les auteurs apportent les éléments d'analyse suivants :

« Les cotisations sociales (et autres taxes sur les salaires), qui sont régressives : elles pèsent beaucoup plus lourdement sur les revenus bas et moyens que sur les hauts revenus. Cela s'explique par le fait que les cotisations sociales pèsent très peu sur les revenus du capital et sur les hauts salaires (plafonnement).

Les impôts sur la consommation (TVA et autres impôts indirects), sont également régressifs. Cela provient du fait que les plus pauvres consomment la quasi-totalité de leur revenu, alors que les plus aisés peuvent en épargner une large part. Les impôts sur le capital (impôt sur les bénéfices des sociétés (IS), taxe foncière (TF), impôt sur la fortune (ISF) et droits de successions (DMTG)), sont progressifs. Cela s'explique par la très forte concentration des patrimoines : les plus pauvres ne possèdent presque rien, les plus aisés possèdent la quasi-totalité du capital immobilier et financier. Les impôts sur le revenu (CSG et IRPP), sont faiblement progressifs pour les revenus modestes et moyens, et franchement régressifs pour les hauts revenus ».

## EXERCICE 2 — ANALYSE ÉCONOMIQUE A PARTIR D'UN TEXTE

### 1. Repérez les concepts et idées clés du texte suivant.

« Tradition hexagonale du service public » : cette idée renvoie à une vision extensible de la notion de service public en France par opposition à la notion européenne plus restrictive de service public universel. Ce qui explique la présence du rôle de l'État en France plus important.

« État compétitif » : on passe ici d'un État acteur majeur de l'économie à un État guidé par la recherche de l'efficacité économique, donc à la dimension d'un État moderne au sens de Musgrave.

« Échelons infranationaux » : on retrouve typiquement ici le principe de subsidiarité propre à la logique de la construction européenne. Par souci d'efficacité les structures et acteurs au plus proche des besoins sont investis de compétences juridiques, économiques et financières. Par ailleurs, des agences sont créées afin de réguler les secteurs ouverts à la concurrence dans la même logique que la théorie de la capture de Stigler.

## 2. Comment expliquez-vous le redéploiement du rôle de l'État en matière d'allocation des ressources ?

La notion de redéploiement s'illustre à travers le processus de décentralisation. À travers les transferts de pouvoirs aux collectivités territoriales, l'État s'appuie sur le principe de subsidiarité pour améliorer la performance des politiques publiques en déléguant des politiques dont la mise en place est plus efficace lorsqu'elle assurait par les acteurs concernés.

## EXERCICE 3 — LA COMPÉTITIVITÉ DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE DANS L'UNION EUROPÉENNE

**Analysez l'évolution de l'engagement de l'État dans ses prises de participation au capital des entreprises.**

L'engagement de l'État est relatif à la conservation de sa souveraineté en matière d'indépendance et de pouvoir de décision. La participation de l'État se traduit à travers la détention du capital d'entreprises privées ou nationalisées présentant un intérêt stratégique majeur. Ces prises de participation sont déléguées par l'État à l'agence de participation de l'État.

L'État distingue trois priorités stratégiques. Les entreprises assurant l'indépendance des domaines stratégiques comme l'énergie, les transports, la défense, la communication, les transports. Les entreprises contribuant à la réalisation des missions de service public. Enfin, les entreprises en difficulté dont la disparition pourrait entraîner un risque systémique pour l'économie française.

L'État poursuit trois objectifs dans la gestion des prises de participation. Il cherche à rendre les entreprises plus performantes et in fine à valoriser le patrimoine financier de la France. Il consolide la solidité économique et financière des entreprises afin de les rendre plus résilientes. Enfin, il s'engage pour permettre à ces entreprises d'être plus responsable sur le plan sociétal et environnemental.